

L'Adresse—M^{lle} Bégin

La présence en masse de ces personnes qui militent pour que le Québec demeure dans la Confédération canadienne a changé le rapport de force dans cette province. Les femmes auront joué un rôle de premier plan lors du vote qui doit décider de l'avenir de notre pays. A Québec, le 30 mars dernier, 1,700 femmes de la région ont partagé un petit déjeuner de travail pour exprimer leur «non» à la séparation. J'étais assise à côté de la directrice d'une boulangerie familiale de la basse-ville et à côté d'elle se trouvait un jeune étudiant en comptabilité de l'Université Laval qui venait de mériter la médaille de l'Athlète de l'année.

Au Forum de Montréal, où 15,000 femmes se sont réunies le 7 avril, j'ai reconnu une femme de 68 ans qui était venue dans un autobus scolaire avec des amis d'une localité située à 55 milles de Montréal. Je sais qu'il y avait dans l'auditoire une femme médecin, une employée de cantine et des «ménagères». Aucune de ces femmes ne se réclame du parti libéral. Il importe de signaler qu'il s'agissait là de Québécoises ordinaires qui savent ce qu'elles veulent et qui n'œuvrent pas nécessairement au sein d'un parti politique. Voilà soudain qu'elles avaient le moyen de dire «non» à la séparation avec fierté et enthousiasme.

Elles ont fait un geste important. Par exemple, elles ont fait échouer une manigance du gouvernement péquiste en mettant un terme à l'isolement où celui-ci avait confiné le vote des minorités ethniques et anglophone du Québec.

[Français]

Les Yvettes en s'exprimant en faveur du non sans fausse honte et sans hésitation ont déjà joué un rôle d'importance dans le débat référendaire. Par exemple, savent-elles qu'elles ont brisé le ghetto psychologique dans lequel se trouvaient enfermés les groupes ethniques et les anglophones chez nous quand le gouvernement péquiste a voulu les culpabiliser du futur non au référendum? Maintenant les Italo-Québécois, les anglophones de Montréal, les Haïtiens canadiens savent qu'ils ne sont pas obligés de dire oui pour montrer leur solidarité aux Canadiens français parce que des milliers de Québécoises de chez nous enracinées depuis longtemps se sont opposées à la séparation, alors ces groupes savent qu'ils ne sont plus seuls et qu'il peuvent voter sans être de mauvais Québécois, et qu'ils ne sont pas de faux Québécois, de faux jetons en exprimant leur pensée sur l'avenir de notre pays. En d'autres mots, les Yvettes devraient savoir, doivent savoir que ce qu'elles ont fait, ce qu'elles ont redonné à des milliers de gens ordinaires, des gens de tous les jours, c'est leur fierté puis leur fidélité, le droit d'être fidèle à eux-mêmes. J'aimerais aujourd'hui, monsieur le président, à l'occasion du discours du trône qui suit l'élection du 18 février dernier, dire à d'autres Canadiens ordinaires que leur gouvernement canadien les a bien servis et continuera de bien les servir.

J'aimerais aujourd'hui trouver les mots pour convaincre les Québécois qui hésitent sur leur réponse à donner au référendum, ou qui sont manipulés, qui sont sensibles à la propagande péquiste en faveur de la séparation, que par delà les querelles de pouvoir des hommes politiques, la vérité pure et simple, c'est que le fédéralisme les a bien servis. J'irai plus loin: rien ne servira mieux les petites gens et la masse des Canadiens ordinaires que le fédéralisme canadien. Je voudrais dire aux Québécois: ne tombez pas dans la facilité en votant oui à la question. Conserver le fédéralisme, le renouveler, l'améliorer,

c'est bien plus difficile que la séparation, mais c'est beaucoup plus profitable et cela en vaut la peine.

● (1250)

[Traduction]

Pour quelles raisons est-ce que je dis que le fédéralisme est le meilleur système politique que nous puissions avoir et qu'il est—et continuera de l'être—celui qui a le mieux servi les intérêts des Canadiens moyens et en particulier ceux des malades, des sans travail et des pauvres? Comment puis-je dire cela alors qu'il est souvent si difficile pour les Canadiens de s'y retrouver parmi les divers niveaux de gouvernement, système qui n'est pour eux qu'un casse-tête?

Il y a quelques années, Gordon Fairweather, qui était alors un de nos collègues à la Chambre et qui est maintenant président de la Commission canadienne des droits de la personne, a raconté une anecdote au sujet de la complexité de notre travail en tant que députés fédéraux. La voici. Un certain vendredi soir, vers les 10 heures, au moment où il arrivait chez lui, au Nouveau-Brunswick, il est demandé au téléphone par un de ses commettants qui lui dit: «Il y a un ours derrière notre maison. Pouvez-vous faire quelque chose?» A ce moment, pendant qu'il racontait son histoire, M. Fairweather a demandé à son auditoire en plaisantant: «Les ours sont-ils de compétence municipale, provinciale ou fédérale?» Que fait-on lorsqu'on a un ours derrière sa maison, surtout si sa maison se trouve en ville? Je suis certaine que M. Fairweather a trouvé la meilleure solution tant pour son commettant que pour l'ours parce qu'il était conscient des problèmes qu'engendre l'existence de plusieurs niveaux de gouvernement dans un pays comme le nôtre.

Nous sommes tous au service de la population et nous devons combler ces lacunes et résoudre ces problèmes. C'est parce que notre système est complexe et parce que les conseils municipaux, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral se partagent le pouvoir que nous jouissons de la meilleure protection de nos libertés et de nos droits et de la meilleure redistribution des richesses.

[Français]

C'est donc de cela que je voudrais parler aujourd'hui si vous me le permettez, monsieur l'Orateur. Les Canadiens vivent en régime fédéral depuis maintenant 113 ans. Historiquement, leur fédération est la troisième plus ancienne du monde, venant immédiatement après la fédération américaine créée en 1787 et la fédération suisse créée en 1848. Aujourd'hui, la moitié de la population mondiale vit en régime fédéral. C'est donc dire que la viabilité de ce système politique, son succès comme formule d'organisation politique qui permet la diversité et l'unité, autrement dit l'unité dans la diversité, n'est plus à démontrer.

Après les États-Unis, la Suisse, le Canada, l'Australie, c'est la République fédérale d'Allemagne qui plus récemment a divisé ses pouvoirs entre deux ordres de gouvernement. Ces fédérations ont connu un tel succès que d'autres pays ont décidé d'en prendre au moins les apparences. Ils n'ont malheureusement pas toujours respecté le principe majeur du fédéralisme. Et quand on nous nomme des pays que nous jugeons pas nécessairement intéressants aux points de vue de la situation des droits de l'homme, du bien-être et des libertés des gens qui y vivent et que ce sont des fédérations et que le parti au pouvoir au Québec en ce moment dit aux gens: Regardez ces